

La « Big Society » de David Cameron se heurte à la rigueur budgétaire

Le projet du premier ministre britannique prévoit de confier au privé la gestion de services publics

Londres
Correspondante

Ce devait être sa marque de fabrique, ce qui le différencierait de ces conservateurs qui ont pour obsession de réduire la taille de l'Etat. Et dont son illustre prédécesseur à Downing Street, Margaret Thatcher, est encore aujourd'hui le symbole. David Cameron, le chef tory, devenu premier ministre en mai 2010, l'a martelé : certes, son gouvernement s'acharne à réduire les dépenses publiques alors que les déficits ont explosé avec la crise, mais son projet de « Big Society » prendra la relève pour affirmer son « conservatisme compassionnel ».

Selon ce projet, des bataillons de volontaires, a expliqué à moult reprises M. Cameron, sauront, mieux qu'un secteur public trop centralisé et bureaucratique, gérer les problèmes locaux les plus variés, des écoles à l'organisation des transports publics en passant par l'entretien des parcs et la tenue du bureau de poste. Une « révolution », clame le premier ministre, qui rendra les citoyens plus responsables tout en allégeant le coût en fine des opérations concernées et en assurant à la collectivité un service de meilleure qualité.

Voilà maintenant neuf mois que M. Cameron dirige le pays, et son ambition de créer une « Big Society » semble pour l'heure avoir accouché d'une souris, alors que les moyens financiers manquent cruellement. Le parcours de Lord Wei, à qui le premier ministre avait demandé, à peine installé à Downing Street, d'être son conseiller bénévole sur le sujet, est à cet égard symbolique. Cet ancien consultant chez McKinsey, qui s'est ensuite fait entrepreneur social, vient d'annoncer qu'il ne consacrerait plus que deux jours par semaine à sa mission, au lieu de trois. M. Wei a expliqué avoir besoin de plus de temps pour profiter de sa famille et gagner sa vie.

Dans la foulée, la commune de Liverpool, qui était l'une des quatre « communautés d'avant-garde », pour reprendre les termes de M. Cameron, à s'être portée volontaire pour tester le concept de « Big Society », a abandonné l'expérience.



L'effet d'affichage est d'autant plus désastreux que c'est dans cette ville que le premier ministre avait donné le coup d'envoi de ce projet qui lui tient tant à cœur, le 19 juillet 2010.

Liverpool, qui s'était portée volontaire pour tester le concept de « Big Society », a abandonné l'expérience

Dans une lettre à M. Cameron, Joe Anderson, le maire travailliste de Liverpool, explique sa décision malgré la mise à sa disposition de plusieurs fonctionnaires pour l'aider à surmonter les barrières de l'administration ou à chercher de l'aide dans le privé : « Comment la mairie peut-elle promouvoir la

« Big Society » et aider les communautés à faire plus pour elles-mêmes, quand nous sommes obligés de sabrer dans les finances dont ces mêmes communautés ont besoin pour survivre ? »

Car, à l'image du pays, dont M. Cameron veut effacer d'ici à 2015 un déficit budgétaire qui représentait 11 % du produit intérieur brut en 2010, la ville du nord-ouest de l'Angleterre doit considérablement réduire son train de vie. A Downing Street, certains l'accusent d'épargner ses services et de sacrifier les organisations non gouvernementales qu'elle subventionnait et qui sont indispensables à la mise en œuvre du projet de société de M. Cameron.

Sans doute la tentation existe-t-elle. Mais Liverpool n'est pas seule à formuler cette impossibilité de rendre compatibles coupes drastiques et financement d'initiatives locales. D'autres villes ont émis les

mêmes critiques, et ce, d'autant plus que leur domaine d'intervention est appelé à s'élargir.

Un projet de loi sur la décentralisation, en cours d'examen au Parlement, prévoit en effet un transfert de compétences très important vers les collectivités locales. Il doit leur permettre, entre autres, de promouvoir la « Big Society » et de déléguer aux volontaires des pans entiers de leurs activités. Avec ce paradoxe inédit : jamais on ne leur aura donné autant de pouvoirs, rarement elles auront eu aussi peu d'argent.

Dans le même état d'esprit, nombre de charities – ces organisations caritatives si nombreuses au Royaume-Uni – ont exprimé leurs inquiétudes ces derniers jours. Alors qu'elles se font généralement un devoir d'être relativement neutres par rapport à l'exécutif, dont dépendent plus de 42 % de leurs subventions et qu'elles s'étaient jusqu'ici montrées favorables à l'idée de « Big Society », les voilà qui s'insurgent.

Ainsi, Dame Suzi Leather, qui préside la Charity Commission, a prévenu M. Cameron que la réduction de 4 milliards de livres (4,7 milliards d'euros) dont seraient victimes les organisations caritatives d'ici à 2015 (soit 40 % des subventions publiques et plus de 15 % de leur budget total) allait « couper l'herbe sous le pied » de la « Big Society ». Downing Street conteste, arguant qu'il faut réorienter les investissements privés vers le secteur bénévole, appelé à se développer. La Big Society Bank, établissement créé par le gouvernement, sera également là pour aider à financer les projets locaux à vocation sociale.

Pour l'heure, l'argument ne convainc pas. Et si, à en croire un sondage récent réalisé pour le Times, 46 % des Britanniques soutiennent le plan d'austérité du gouvernement, 65 % en revanche pensent que « la « Big Society » n'est qu'un moyen pour le gouvernement d'habiller » la pénurie financière promise aux communautés locales. Pour le Financial Times, la « Big Society » est « en passe de se réduire à un fiasco de la communication du gouvernement ».

Virginie Malingre

« Traité de paix » entre le gouvernement et les banques

Londres
Correspondante

Pour rehausser sa popularité dans un pays qui la tient pour responsable de tous ses maux, la City est prête à participer au projet de

« Big Society » qui tient tant à cœur à David Cameron. Mercredi 9 février, quatre grandes banques britanniques – Barclays, Royal Bank of Scotland, HSBC, Lloyds – se sont engagées à verser 200 millions de livres (235 millions d'euros)

dans l'établissement de crédit créé par le gouvernement, la Big Society Bank, pour aider à financer des projets locaux à vocation sociale. Cette somme sera la bienvenue : la banque parapublique n'était jusqu'alors dotée que de 60 millions de livres prélevés sur des comptes-épargne qui « dorment » depuis plus de quinze ans.

Cela faisait des semaines que le premier ministre et son chancelier de l'Echiquier, George Osborne, négociaient avec ces banques pour parvenir à ce qu'ils qualifient de « traité de paix ». Le contrat implicite est le suivant : elles aident à reconstruire après la récession terrible qu'a connue le Royaume-Uni et dont elles sont en partie responsables. En contrepartie, le gouvernement s'engage à ne pas leur rendre la vie trop dure en matière de régulation et d'imposition.

L'annonce, mardi, du relèvement de la nouvelle taxe imposée aux banques pour aider à réduire le déficit (elle devrait rapporter 2,5 milliards de livres dès 2011 au lieu du 1,6 milliard prévu) est sans doute la dernière initiative du genre dans un horizon prévisible. « La colère [contre la City] restera », a déclaré M. Osborne au Parlement, mais la Grande-Bretagne doit passer à autre chose, car « les représailles n'amèneront pas le

moindre pourcentage de croissance à notre économie ».